



Assemblée générale

Distr. limitée
19 mars 2010
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Treizième session

Point 10 de l'ordre du jour

Assistance technique et renforcement des capacités

Nigéria (au nom du Groupe des États d'Afrique): projet de résolution

13/... Situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo et renforcement de la coopération technique et des services consultatifs

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, en date du 15 mars 2006,

Rappelant également sa résolution 5/1, en date du 18 juin 2007,

Rappelant en outre sa résolution 7/20, en date du 27 mars 2008, dans laquelle il a demandé à la communauté internationale d'apporter à la République démocratique du Congo les diverses formes d'assistance demandées par celle-ci afin d'améliorer la situation des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution S-8/1, en date du 1^{er} décembre 2008, dans laquelle il a condamné les actes de violence, les violations des droits de l'homme et les abus commis au Kivu, en particulier la violence sexuelle et le recrutement d'enfants soldats par les milices,

Rappelant également sa résolution 10/33, en date du 27 mars 2009, dans laquelle il a demandé à la communauté internationale de soutenir la mise en place d'un mécanisme local de coopération par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la section des droits de l'homme de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, appelé entité de liaison des droits de l'homme,

Exprimant sa satisfaction pour le rôle joué par la communauté internationale, en particulier l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et l'Union européenne, en vue de renforcer l'état de droit et d'améliorer la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo,

Tenant compte de la fusion de la présence du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République démocratique du Congo avec celle de la section des droits de l'homme de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, afin d'accroître l'efficacité de leur travail sur la situation des droits de l'homme dans le pays,

Prenant note de l'existence d'un programme national pour la promotion et la protection des droits de l'homme en République démocratique du Congo et de la volonté du Gouvernement de la République démocratique du Congo de le mettre en œuvre,

Reconnaissant qu'il incombe au premier chef au Gouvernement de la République démocratique du Congo de promouvoir le droit au développement et les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que de contrôler les ressources naturelles du pays pour le bénéfice de ses citoyens,

Ayant passé en revue les activités des rapporteurs spéciaux thématiques chargés de la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo,

1. *Prend note* des initiatives mises en œuvre par la République démocratique du Congo, en particulier l'entité de liaison des droits de l'homme, l'agence nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles, et l'organisation de la deuxième Conférence nationale sur les droits de l'homme et l'État de droit en République démocratique du Congo;

2. *Encourage* la République démocratique du Congo à garantir en toutes circonstances le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et à veiller à ce que réparation soit accordée aux victimes de violations des droits de l'homme;

3. *Demande* à la République démocratique du Congo de continuer à assurer une protection appropriée aux journalistes et aux défenseurs des droits de l'homme dans l'exercice de leurs fonctions et conformément aux dispositions pertinentes de la loi, de lutter contre la violence sexuelle et de punir les auteurs de graves atteintes aux droits de l'homme, dans les forces armées et les forces de la police nationale, au titre de la politique de tolérance zéro;

4. *Encourage* la République démocratique du Congo à poursuivre ses réformes dans le cadre de la consolidation de la paix et de la réconciliation nationale ainsi que la réforme générale de la justice, de l'armée, des forces de sécurité et des forces de la police nationale, et se félicite de la détermination de la République démocratique du Congo à poursuivre sa coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme;

5. *Se félicite* que la République démocratique du Congo coopère avec les procédures spéciales thématiques du Conseil et ait invité un certain nombre d'entre elles, notamment le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, à faire des recommandations dans le cadre de leur mandat respectif sur la meilleure manière d'aider techniquement la République démocratique du Congo à faire face à la situation des droits de l'homme, en vue d'obtenir des améliorations tangibles sur le terrain, tout en prenant également en considération les besoins exprimés par le Gouvernement de la République démocratique du Congo;

6. *Demande* à la communauté internationale de renforcer sa coopération avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo afin de mettre un terme à l'exploitation illégale des ressources naturelles dans le pays, de manière à permettre au peuple de la République démocratique du Congo de disposer librement de ses richesses naturelles, conformément aux dispositions pertinentes du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;

7. *Demande* à la communauté internationale de renforcer les diverses formes d'assistance demandées par la République démocratique du Congo en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme;

8. *Demande en outre* à la communauté internationale de soutenir le renforcement des activités de l'entité locale de liaison des droits de l'homme en République démocratique du Congo;

9. *Prend note* du deuxième rapport commun établi par les procédures spéciales thématiques sur l'assistance technique au Gouvernement de la République démocratique du Congo, qui comprend un examen de la situation dans l'est du pays (A/HRC/13/63), et les invite à lui rendre compte, à sa seizième session, de l'évolution de cette situation;

10. *Prend également note* du rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo et les activités menées dans le pays par le Haut-Commissariat (A/HRC/13/64), et invite la Haut-Commissaire à lui rendre compte, à sa seizième session, de l'évolution de cette situation et des activités du Haut-Commissariat;

11. *Invite* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à accroître et à renforcer, par sa présence en République démocratique du Congo, ses programmes et activités d'assistance technique, en consultation avec les autorités du pays;

12. *Décide* de continuer à suivre la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo à sa seizième session ordinaire.
